



NOTE D'INFORMATION

Forum régional sur la lutte contre les discours de haine en Afrique centrale : les médias interpellés...

Douala, 26 octobre 2021 - Le Forum régional de sensibilisation et de renforcement des capacités des médias et des organes de régulation de la communication sur la prévention des conflits liés aux discours de haine et la lutte contre ce phénomène en Afrique centrale a débuté mardi 26 octobre 2021 à Douala, la capitale économique du Cameroun. Dans son mot de bienvenue, le Directeur exécutif de l'Association camerounaise des professionnels des médias, Tarhyang Enowbikah Tabe a, au nom de ses confrères, souhaité un bon séjour à tous les participants venus des autres pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Il a saisi cette occasion pour souligner l'importance du Forum de Douala, précisant qu'il est organisé à un moment où la haine pollue les contenus de la plupart des médias de la sous-région ainsi que les réseaux sociaux.

En ouvrant les travaux, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique centrale et Chef de l'UNOCA, François Louncény Fall, a regretté l'inflation des mots de la haine dans les supports de d'information et de communication de masse. Il a fait un rappel du rôle néfaste qu'ont joué les médias dans les crises en Afrique centrale, notamment le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 avec la tristement célèbre Radio-télévision libre des Mille Collines et du journal *Kangura*, qui ont attisé la haine contre les Tutsis et les Hutus modérés et incité à leur extermination.

François Louncény Fall a dressé un tableau sombre de la situation, en particulier dans les Etats en proie aux conflits armés, aux crises diverses ou à des processus électoraux tendus. S'appuyant sur des cas précis, il a fait observer que les discours de haine guette tous les pays de l'Afrique centrale, et sont utilisés comme arme par de nombreux protagonistes. « La haine retarde la marche [...] vers le développement, y compris l'atteinte des Objectifs de développement durable, en incitant à la violation des droits de l'homme et en promouvant l'exclusion et la discrimination à l'égard de certaines catégories de vos populations, créant ainsi les conditions propices à l'éclosion ou à l'aggravation des crises et conflits », a-t-il déploré, invitant les organes de presse à faire preuve de responsabilité face à ces enjeux. « Les médias peuvent prévenir et lutter contre les discours de haine en faisant tout simplement leur travail dans les règles de leur noble art : c'est-à-dire, chercher, recouper, et vérifier l'information avant de la rendre publique. Car en effet, la haine se nourrit souvent d'informations erronées, parfois même falsifiées », a précisé M. Fall.

La leçon inaugurale du Professeur Charly Gabriel Mbock (Anthropologue) a permis de renforcer ces approches et d'interpeller davantage les journalistes sur leur rôle crucial dans la lutte contre les discours de haine et la promotion de la paix. Plusieurs autres interventions sur les questions de liberté d'expression et la gestion intelligente des réseaux sociaux ont enrichi les débats, y compris ceux du Professeur Ngange Lyonge Kingsley (Chef de Département Journalisme et Communication de masse à l'Université de Buéa) et Baba Wame, Enseignant à l'Ecole supérieure des sciences et techniques de l'information et de la communication (ESSTIC) et Sous-Directeur en charge des réseaux et applications multimédia au ministère de la Communication (MINCOM). Des experts du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme ont également animé des sessions spécifiques liés, entre autres, au processus de production du discours haineux, aux instruments juridiques sur la prévention et la répression des discours haineux.

NOTE AUX MEDIA

Le Forum de Douala, qui s'achève le 29 octobre, a été ouvert en présence de Salah Khaled, Directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'Afrique centrale. Il réunit des journalistes et acteurs des réseaux sociaux venus de la plupart des pays de l'Afrique centrale ainsi que des représentants des institutions oeuvrant contre la haine. Il est organisé par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et la Commission de la CEEAC, en collaboration avec le Gouvernement camerounais, le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et l'UNESCO. La MINUSCA prend également part aux travaux.

Contacts presse :

Norbert N. Ouendji : Responsable de l'Unité de la Communication stratégique et de l'Information publique/UNOCA – ouendji@un.org
Placide Ibouanga Ndinga : Chef de Service de la Communication/CEEAC - placide.ibouangandinga@ceeac-ecacs.org